



## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---












#### **Fourniture et livraison de repas pour les services communautaires**

---

Date et heure limites de réception des offres :  
lundi 26 mai 2025 à 16:00

**Communauté de communes Lyons Andelle**  
15 Rue Martin Liesse  
BP 20 ZAE La Vente Cartier  
27380 CHARLEVAL

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Fourniture et livraison de repas pour les services communautaire
	<b>Mode de passation</b>	Appel d'offres ouvert
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	5
	<b>Délai de validité des offres</b>	120 jours
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Un an reconductible

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation .....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation .....	4
1.5 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation .....	6
2.1 - Délai de validité des offres .....	6
2.2 - Forme juridique du groupement.....	6
2.3 - Variantes .....	6
3 - Conditions relatives au contrat .....	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	6
4 - Contenu du dossier de consultation .....	6
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
5.1 - Documents à produire .....	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	9
6.1 - Transmission électronique .....	9
6.2 - Transmission sous support papier.....	10
7 - Examen des candidatures et des offres.....	11
7.1 - Sélection des candidatures .....	11
7.2 - Attribution des accords-cadres .....	11
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	13
8 - Renseignements complémentaires .....	13
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	13
8.2 - Procédures de recours.....	13

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

La fourniture et la livraison de repas pour les services communautaires :

- Le service de livraison de repas à domicile ;
- Le service de restauration de trois crèches ;
- Le service enfance jeunesse.

Lieu(x) d'exécution :

Les modalités de livraison sont précisées dans les cahiers des clauses techniques particulières relatifs à chaque lot.

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert.

Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque lot sera attribué à un maximum de 1 opérateur économique.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 5 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Fourniture et livraison de repas pour le service de livraison de repas à domicile
02	Fourniture et livraison de repas pour la crèche "Récré-Andelle » à Romilly sur Andelle
03	Fourniture et livraison de repas pour la crèche "l'Oisillon" à Vandrimare
04	Fourniture et livraison de repas pour la micro-crèche "le Jardin des familles" à Perriers-sur-Andelle
05	Fourniture et livraison de repas pour le service enfance-jeunesse

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Un même candidat pourra se voir attribuer un nombre maximal de 5 lots.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
55521200-0	Services de livraison de repas
55321000-6	Services de préparation de repas

55322000-3	Services d'élaboration (cuisson) de repas
------------	---

Lot(s)	Code principal	Description
01	55521200-0	Services de livraison de repas
01	55521100-9	Services de repas livrés à domicile
01	55320000-9	Services de distribution de repas
01	55321000-6	Services de préparation de repas
01	55322000-3	Services d'élaboration (cuisson) de repas
02	55321000-6	Services de préparation de repas
02	15894210-6	Repas pour écoles
02	55521200-0	Services de livraison de repas
02	55322000-3	Services d'élaboration (cuisson) de repas
03	55521200-0	Services de livraison de repas
03	15894210-6	Repas pour écoles
03	55321000-6	Services de préparation de repas
03	55322000-3	Services d'élaboration (cuisson) de repas
04	55521200-0	Services de livraison de repas
04	15894210-6	Repas pour écoles
04	55321000-6	Services de préparation de repas
04	55322000-3	Services d'élaboration (cuisson) de repas
05	15894210-6	Repas pour écoles
05	55521200-0	Services de livraison de repas
05	55322000-3	Services d'élaboration (cuisson) de repas
05	55321000-6	Services de préparation de repas

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre conformément à l'article R. 2142-22 du code de la commande publique.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements conformément à l'article R. 2142-21 du code de la commande publique.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le présent marché est conclu pour une période d'un an à compter de l'émission du premier ordre de service. La date prévisionnelle de démarrage des prestations est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 2025.

L'accord cadre est reconductible tacitement, dans la limite de trois (3) reconduction d'une durée de douze (12) mois chacune. Sa durée totale ne pourra pas excéder quatre (4) ans.

Lorsque l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le présent accord cadre, elle notifie sa décision au titulaire par écrit, deux (2) mois au plus tard avant la date de renouvellement de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Les bons de commande devront être émis durant la validité de l'accord-cadre conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique.

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- Un acte d'engagement (AE) par lot et ses annexes éventuelles ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) par lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 1 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux lots 2,3 et 4 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 5.

Il est remis gratuitement à chaque candidat par voie électronique.

Les candidats peuvent consulter librement le dossier de consultation et le retirer gratuitement sur la plate-forme de dématérialisation à l'adresse électronique suivante : [www.mpe27.fr](http://www.mpe27.fr)

La présente consultation pouvant faire l'objet de modification, les candidats sont invités à renseigner lors du téléchargement du dossier, le nom du soumissionnaire, une adresse électronique valide, ainsi que le nom d'un correspondant afin que celui-ci puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectificatifs).

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5. Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.  
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	Non
Une lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en œuvre lors de l'exécution du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non



Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.mpe27.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :  
15 Rue Martin Liesse  
BP 20 ZAE La Vente Cartier  
27380 CHARLEVAL

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## **6.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## 7 - Examen des candidatures et des offres

### 7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres concernant le lot 1 sont pondérés de la manière suivante:

Critères	Pondération
<b>1-Qualité</b>	<b>40.0</b>
<i>1.1-Les modalités d'approvisionnement, comprenant la sélection des fournisseurs, la traçabilité des produits, le respect de la saisonnalité des produits.</i>	<i>15.0</i>
<i>1.2-La fréquence, la diversité et le type de produits proposés (produits issus de l'agriculture biologique ou de l'agriculture raisonnées ou produits disposant d'un label qualité ou équivalent...).</i> <i>Les menus que propose le prestataire pour une durée de 8 semaines ainsi qu'un exemple de menu festif pour les types de menus demandés, permettant d'apprécier la variété et la diversité des produits proposés, les actions thématiques proposées relative à l'alimentation.</i>	<i>15.0</i>
<i>1.3-La mise en évidence de la qualité des produits (notamment par l'utilisation de produits locaux, produits fait maison...), les performances en matière de protection de l'environnement, de développement des approvisionnements directs de produits de l'agriculture et l'aspect visuel des plats et leur conditionnement.</i>	<i>10.0</i>
<b>2-Valeur technique</b>	<b>40.0</b>
<i>2.1-Les modalités détaillées d'organisation du service (de la réception des menus à la passation des commandes et jusqu'à la réception de la facture détaillée) et l'optimisation de la gestion administrative.</i>	<i>20.0</i>
<i>2.2-L'organisation des livraisons (journées de livraisons, horaires)</i>	<i>10.0</i>
<i>2.3-la maîtrise sanitaire de la réception des denrées, les modalités d'hygiène et de sécurité avec notamment la définition des protocoles et procédures de travail, les contrôles bactériologiques ainsi que la mise en œuvre d'une démarche type HACCP, les modalités de formation du personnel.</i>	<i>10.0</i>
<b>3-Prix des prestations</b>	<b>20.0</b>

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

- 1 - Qualité des produits
- 2 - Valeur technique
- 3 - Prix des prestations

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les critères retenus pour le jugement des offres concernant les lots 2, 3, 4,5 et sont pondérés de la manière suivante:

Critères	Pondération
<b>1-Qualité</b>	40.0
<i>1.1-Les modalités d'approvisionnement, comprenant la sélection des fournisseurs, la traçabilité des produits, le respect de la saisonnalité des produits.</i>	15.0
<i>1.2-La fréquence, la diversité et le type de produits proposés (produits issus de l'agriculture biologique ou de l'agriculture raisonnées ou produits disposant d'un label qualité ou équivalent...).</i> <i>Les menus que propose le prestataire pour une durée de 8 semaines ainsi qu'un exemple de menu festif pour les types de menus demandés, permettant d'apprécier la variété et la diversité des produits proposés, les actions thématiques proposées relative à l'alimentation.</i>	15.0
<i>1.3-La mise en évidence de la qualité des produits (notamment par l'utilisation de produits locaux, produits fait maison...), les performances en matière de protection de l'environnement, de développement des approvisionnements directs de produits de l'agriculture et l'aspect visuel des plats et leur conditionnement.</i>	10.0
<b>2-Valeur technique</b>	40.0
<i>2.1-Les modalités détaillées d'organisation du service (de la réception des menus à la passation des commandes et jusqu'à la réception de la facture détaillée) et l'optimisation de la gestion administrative.</i>	20.0
<i>2.2-L'organisation des livraisons (journées de livraisons, horaires, ordre des tournées).</i>	10.0
<i>2.3-la maîtrise sanitaire de la réception des denrées, les modalités d'hygiène et de sécurité avec notamment la définition des protocoles et procédures de travail, les contrôles bactériologiques ainsi que la mise en œuvre d'une démarche type HACCP, les modalités de formation du personnel.</i>	10.0
<b>3-Prix des prestations</b>	20.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

- 1 - Qualité des produits
- 2 - Valeur technique
- 3 - Prix des prestations

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif

estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **7.3 - Suite à donner à la consultation**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

## **8 - Renseignements complémentaires**

### **8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.mpe27.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **8.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rouen  
53 avenue Gustave Flaubert  
76000 ROUEN

Tél : 02 35 58 35 00

Télécopie : 02 35 58 35 03

Courriel : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rouen  
53 avenue Gustave Flaubert  
76000 ROUEN

Tél : 02 35 58 35 00

Télécopie : 02 35 58 35 03

Courriel : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr)